

[Page d'accueil](#)[A propos](#)[Liens utiles](#)[Nous contacter](#)

[Page d'accueil](#) -> [Codes et Lois du Rwanda](#) -> [Volume 3 : Droit Judiciaire et Droit Pénal](#) -> [Droit Penal](#) -> [Texte de loi](#) > **LOI N°27/2001/ DU 28/4/2001 RELATIVE AUX DROITS ET A LA PROTECTION DE L'ENFANT CONTRE LES VIOLENCES**

Loi aussi disponible en : [Anglais](#) | [Kinyarwanda](#)

TITRE 28/4/2001 - LOI N°27/2001 RELATIVE AUX DROITS ET A LA PROTECTION DE L'ENFANT CONTRE LES VIOLENCES

LOI RELATIVE AUX DROITS ET A LA PROTECTION DE L'ENFANT CONTRE LES VIOLENCES.

Date de promulgation: [2001-04-28](#)

Date de publication: [2001-12-01](#)

Status: [En vigueur](#)

TABLE DE MATIERE

[Chapitre 1. DES DROITS DE L'ENFANT.](#)

[Chapitre 2. DES DEVOIRS DE L'ENFANT.](#)

[Chapitre 3. DES INFRACTIONS CONTRE LES ENFANTS ET DE LEURS SANCTIONS.](#)

[Section 1. DE L'ATTENTAT A LA VIE DE L'ENFANT.](#)

[Section 2. DES VIOLENCES SEXUELLES ET EXPLOITATION SEXUELLE A L'EGARD DE L'ENFANT.](#)

[Section 3. DE L'INCITATION DE L'ENFANT A DES ACTIVITES SEXUELLES OU A LA PROSTITUTION.](#)

[Section 4. DE L'EXPLOITATION DE L'ENFANT](#)

[Section 5. DU DELAISSEMENT ET DE L'EXPOSITION DE L'ENFANT](#)

[Section 6. DU MARIAGE PRECOCE ET FORCE.](#)

[Chapitre 4. DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES.](#)

TEXTE

[Chapitre 1. DES DROITS DE L'ENFANT.](#)

Article: 1

Aux termes de la présente loi, on entend par enfant tout être humain âgé de moins de dix-huit ans de naissance sauf dispositions contraires.

Article: 2

Tous les droits et protection prévus par la présente loi sont reconnus à tous les enfants.

Aucune disposition de la présente loi ne peut porter atteinte à toute autre disposition légale qui consacre à l'enfant plus de droits ou qui le protège davantage contre les violences plus que ne le prévoit la présente loi.

Article: 3

Les établissements ou les institutions qui ont la charge des enfants doivent répondre aux critères qui assurent le bien-être des enfants en ce qui concerne la sécurité, la santé, le nombre suffisant et la compétence de leur personnel.

Un arrêté du Ministre ayant les affaires sociales dans ses attributions détermine les règlements régissant ce qui est prévu au premier alinéa du présent article.

Article: 4

Tout enfant a un droit inhérent à la vie dès sa conception. L'avortement volontaire est interdit sauf seulement pour les motifs et dans les conditions prévus par les lois.

Article: 5

A la naissance, tout enfant doit porter un nom et être recensé tel que prévu par la loi.

Article: 6

L'enfant a droit à la nationalité rwandaise conformément à la loi sur la nationalité.

L'enfant né d'une mère rwandaise et d'un père étranger obtient automatiquement la nationalité rwandaise.

Article: 7

L'enfant a droit de connaître ses parents et d'être élevé par eux. Lorsque l'enfant se trouve dans l'impossibilité de vivre avec ses parents, il a droit aux soins fondamentaux de ses parents et de les rendre visite quand il le veut, toute fois que cela ne porte pas atteinte à sa sécurité et à celle du pays.

Aussi longtemps que l'enfant n'a pas encore atteint l'âge de six ans, il doit vivre avec sa mère toute fois que cela ne va pas à l'encontre de l'intérêt de l'enfant.

Article: 8

Tout enfant sans parent doit être soit sous tuteur , soit adopté, soit confié à un établissement approprié à charge.

Un enfant sans tuteur ni parent adoptif est à charge de l'Etat.

Un arrêté du Ministre ayant les affaires sociales dans ses attributions détermine les règlements régissant des établissements ayant les enfants à charge.

Article: 9

Dans toutes les décisions intéressant l'enfant, son intérêt doit primer.

L'enfant a droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant.

Il doit être entendu dans toute procédure judiciaire ou administrative l'intéressant soit directement, soit par l'intermédiaire de son représentant.

Article: 10

L'enfant a droit à l'éducation.

L'enseignement primaire est obligatoire et gratuit selon les modalités prévues par la loi.

Le Ministère ayant l'éducation dans ses attributions et le Ministère ayant les affaires sociales dans ses attributions déterminent les modalités des études secondaires et supérieures pour les enfants des parents indigents.

Le Conseil de District chargé de l'éducation veille à l'exécution des dispositions contenues dans le deuxième alinéa du présent article.

Article: 11

Sous réserve des lois et de la culture du pays et compte tenu de son âge et de sa maturité, l'enfant a droit d'exprimer librement ses idées. L'Etat et la Communauté Rwandaise ont l'obligation de soutenir, d'appuyer la production et la diffusion des livres et journaux et les émissions pour les enfants.

Article: 12

L'enfant a droit à la liberté de rassemblement et de réunion pacifiques.

Article: 13

Compte tenu de son âge et de sa maturité, l'enfant a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion.

Les parents ou le tuteur de l'enfant doivent le conseiller et l'orienter dans de bonnes voies de jouissance de ces droits conformément à son intérêt.

Article: 14

Selon leurs moyens, les parents, le tuteur ou toute autre personne ayant la charge de l'enfant, doivent garantir à l'enfant le droit au bien être, au meilleur état de santé possible et aux services médicaux et à l'éducation pour son développement physique, mental, spirituel, moral et social.

Le Ministère ayant les affaires sociales dans ses attributions veille à l'exécution de ces droits. Il élabore un programme d'appui en assistance matérielle pour les enfants des parents indigents.

Article: 15

L'enfant handicapé doit être protégé de façon spéciale, pour ses soins médicaux, ses études et son bien être social.

Cette protection spéciale incombe à ses parents, à son tuteur et au Ministère ayant les affaires sociales dans ses attributions.

Article: 16

L'adoption doit se faire dans l'intérêt de l'enfant.

Un arrêté du Ministre ayant les affaires sociales dans ses attributions fixe les modalités de suivi régulier des enfants adoptés dans les familles d'accueil.

Article: 17

L'enfant a droit au repos et de se livrer à des jeux et à des loisirs convenant à son âge.

Le Ministère ayant les sports dans ses attributions s'assure que les Districts, les Villes et les établissements ayant les enfants à charge aient des infrastructures sportives suffisantes.

Article: 18

Le travail exercé par l'enfant ne doit pas comporter des risques susceptibles de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé et son développement physique.

Les enfants ne peuvent être employés dans aucune entreprise avant l'âge de quatorze ans.

Article: 19

Le service militaire est interdit pour les enfants de moins de dix huit ans.

Article: 20

L'enfant ne doit pas être soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Article: 21

L'Etat pourvoit à l'assistance judiciaire de l'enfant sans tuteur qui comparaît devant les juridictions.

En cas d'emprisonnement, l'enfant est séparé des adultes.

Article: 22

Les mesures appropriées, d'ordre administratif, juridique, social et éducatif doivent être prises pour renforcer la protection de tout enfant contre toute forme de violence, d'atteinte ou de brutalité physique ou mentale, d'abandon ou de négligence, de stress et d'être objet de profit.

Le Ministre ayant les affaires sociales dans ses attributions arrête les mesures permettant l'aide et l'assistance aux enfants victimes de violences, en sorte que leurs auteurs soient poursuivis par les organes compétents.

Article: 23

L'enfant doit être protégé et secouru en premier lieu et spécialement en temps de catastrophe et de guerre.

Article: 24

La Commission Nationale des Droits de l'Homme doit prévoir les modalités particulières de suivi de la mise en application des droits de l'enfant.

Chapitre 2. DES DEVOIRS DE L'ENFANT.

Article: 25

L'enfant a le devoir de respecter ses parents, son tuteur, ses éducateurs, ses camarades et toutes les personnes plus âgées que lui.

Il a également le devoir d'aider ses parents ou son tuteur de façon qui ne nuit pas à sa santé.

Article: 26

L'enfant a le devoir d'aimer sa patrie et de le servir selon ses capacités.

Article: 27

L'enfant a le devoir de faire les études primaires et autres études que ses parents ou l'Etat peuvent lui assurer.

Chapitre 3. DES INFRACTIONS CONTRE LES ENFANTS ET DE LEURS SANCTIONS.

Article: 28

Sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de vingt mille à cent mille francs ou de l'une de ces peines, celui qui aura pris connaissance des faits prévus au présent chapitre qui ont été commis à l'encontre d'un enfant et ne les aura dénoncés aux institutions administratives.

Section 1. DE L'ATTENTAT A LA VIE DE L'ENFANT.

Article: 29

Est puni des peines prévues par le Code Pénal quiconque aura causé la mort d'un enfant.

Article: 30

Est puni d'un emprisonnement de cinq à dix ans quiconque aura volontairement avorté.

Est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans quiconque aura tenté d'avorter.

Compte tenu de l'intérêt de l'enfant, la peine prononcée par la juridiction conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de cet article est sursis pour toute sa période.

Article: 31

Sera puni d'un emprisonnement de vingt ans à perpétuité quiconque aura fait avorter une femme sans son consentement. Sera puni de cinq à quinze ans d'emprisonnement quiconque, de commun accord, aura fait avorté une femme.

Sera puni d'emprisonnement de trois mois à trois ans, quiconque par imprudence, aura fait avorté une femme.

Article: 32

Sera puni d'un emprisonnement de quatre mois à trois ans et d'une amende de cinquante mille à deux cents mille francs, quiconque aura infligé à un enfant un traitement cruel, des souffrances atroces ou des sanctions inhumaines ou dégradantes.

Lorsque l'une des infractions mentionnées dans l'alinéa précédent a causé à l'enfant une infirmité, la peine sera d'un emprisonnement allant de trois ans à la perpétuité ; lorsque l'infraction a entraîné la mort de l'enfant, la peine de mort sera prononcée.

Section 2. DES VIOLENCES SEXUELLES ET EXPLOITATION SEXUELLE A L'EGARD DE L'ENFANT.

Article: 33

Par la présente loi, toutes relations sexuelles ou toute pratique basée sur le sexe faites à l'enfant quelle que soit sa forme et le moyen utilisé, constitue le viol commis sur l'enfant.

Article: 34

Sera puni d'un emprisonnement de vingt ans à vingt cinq ans et d'une amende de cent mille à cinq cents mille francs, toute personne qui aura commis un viol sur un enfant âgé de quatorze ans à dix huit ans.

Sera puni d'un emprisonnement à perpétuité et d'une amende de cent mille à deux cents mille francs, toute personne qui aura commis un viol sur un enfant âgé de moins quatorze ans.

Article: 35

Si le viol de l'enfant a entraîné sa mort ou une maladie incurable, le coupable est passible de la peine de mort.

Article: 36

Si le viol a été commis soit par la personne qui avait la garde de l'enfant, soit par l'autorité administrative, spirituelle, par l'agent de sécurité, par le chargé des soins médicaux, l'éducateur, par le stagiaire ou tous les autres sur base de leurs métiers ou de leur autorité sur l'enfant, cette infraction emporte un emprisonnement à perpétuité et une amende de cent mille à deux cent mille francs.

Article: 37

Toute infraction à la pudeur commise ou tentée emporte un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de vingt mille à cent mille francs.

Section 3. DE L'INCITATION DE L'ENFANT A DES ACTIVITES SEXUELLES OU A LA PROSTITUTION.

Article: 38

Sera puni de trois mois à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de dix mille à cent mille francs quiconque embauche, entraîne ou détourne un enfant en vue de la prostitution ou des activités sexuelles.

Section 4. DE L'EXPLOITATION DE L'ENFANT

Article: 39

Sera puni d'un emprisonnement de cinq ans à dix ans et d'une amende de deux cent mille à cinq cent mille francs, quiconque, directement ou par personne interposée dirige, gère ou finance sciemment une maison de prostitution des enfants.

Article: 40

Sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, toute personne qui partage les revenus de la prostitution d'un enfant ou reçoit sciemment des subsides provenant de la prostitution d'un enfant.

Sera puni d'un emprisonnement de cinq ans à douze ans et d'une amende de deux cent mille à cinq cent mille francs, quiconque aura utilisé ou se sera servi des enfants pour les exploiter à des fins de production de spectacles visant la prostitution ou de matériel de caractère pornographique.

Article: 41

Sera puni d'un emprisonnement de cinq ans à perpétuité et d'une amende de deux cent mille à cinq cent mille francs, toute personne qui se sera rendu coupable de l'enlèvement, de la vente ou de la traite d'un enfant.

Article: 42

Sera puni d'un emprisonnement de cinq ans à vingt ans et d'une amende de cent mille à cinq cent mille francs, quiconque aura donné à l'enfant les stupéfiants, aura utilisé l'enfant ou s'en sera servi dans le trafic des drogues, des armes ou dans la contrebande.

Section 5. DU DELAISSEMENT ET DE L'EXPOSITION DE L'ENFANT

Article: 43

Sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de vingt mille à cent mille francs, un parent ou un tuteur qui aura exposé ou fait exposer, délaissé ou fait délaissé, un enfant retrouvé.

Article: 44

Sera puni d'un emprisonnement de cinq ans à quinze ans et d'une amende de cinquante mille à deux cent mille francs, un parent ou un tuteur qui aura abandonné un enfant dans un lieu secret et que cet enfant vient d'être retrouvé.

Article: 45

Si le délaissement ou l'abandon de l'enfant lui a causé une infirmité permanente, le coupable encourra un emprisonnement à perpétuité.

Si le délaissement de l'enfant ou son abandon ont entraîné sa mort, la peine mort sera infligée.

Article: 46

Sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans ou une amende de vingt mille à cent mille francs, un parent, un tuteur ou un responsable d'un établissement qui a la charge des enfants, qui se sera rendu coupable de manquement à son obligation d'éduquer et de protéger l'enfant contre la violence.

Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans ou d'une amende de dix mille à cent mille francs, un parent, un tuteur ou un responsable d'un établissement qui a la charge des enfants qui aura entraîné l'enfant dans le vagabondage, reçu sciemment des subsides ou partage les produits provenant de la mendicité de l'enfant.

Section 6. DU MARIAGE PRECOCE ET FORCE.

Article: 47

Toute cohabitation comme homme et femme dans le cas où l'un ou les deux partenaires n'ont pas encore atteint l'âge requise par le livre Ier du Code Civil est qualifiée de mariage précoce.

Est considéré comme un mariage forcé lorsque la personne mariée n'a pas encore atteint l'âge de vingt et un ans et n'a pas donné son consentement.

Article: 48

Sera puni comme l'auteur d'un viol, quiconque cohabitera ou tentera de cohabiter comme homme et femme avec un enfant de moins de dix huit ans d'âge.

Si l'enfant a l'âge de dix huit ans de naissance mais qu'il n'a pas encore atteint vingt et un ans, celui qui a cohabité ou tenté de cohabiter avec lui contrairement à l'article 47 de la présente loi, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de cinquante mille à cent mille francs.

Article: 49

Sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de vingt mille à cent mille francs, toute personne responsable du mariage précoce ou forcé de l'enfant.

Article: 50

Si la personne responsable du mariage précoce ou forcé de l'enfant est son parent ou son tuteur, il sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de quarante mille à cent mille francs.

Chapitre 4. DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES.

Article: 51

Les autres infractions commises à l'endroit de l'enfant non mentionnées dans la présente loi sont réprimées conformément aux dispositions du Code Pénal.

Article: 52

Sans préjudice aux dispositions de l'article 2, alinéa 2 de la présente loi, toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi sont abrogées.

Article: 53

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Journal officiel de la République Rwandaise. Kigali, le 28/04/2001

[Retour au top ↑](#)

:: Copyright © MINIJUST 2006 | Tous droits réservés

Ministère de la Justice | Codes et Lois du Rwanda

Site et moteur de recherche conçus sous la supervision de l'Université Nationale du Rwanda
